

Geneviève Fioraso minimise la situation de crise dans les universités et les laboratoires et se déclare solidaire du gouvernement.

Geneviève Fioraso, devant la mobilisation croissante de la communauté scientifique (plénière du Comité National de la Recherche Scientifique, Réunion des Directeurs d'Unité, mouvement Sciences en Marche), a lancé une série de consultations. Elle a reçu le 25 septembre 2014 une délégation de Sciences en Marche (SeM) en présence de Christophe Strassel, Directeur du cabinet, Anne Peyroche, Conseillère chargée de la recherche, Jean-Paul de Gaudemar, Conseiller spécial, et Jean-Baptiste Prévost, Conseiller.

L'entretien a débuté par une présentation par Patrick Lemaire des enjeux et de l'importance de l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) pour l'avenir de notre société, des difficultés rencontrées par la communauté de l'ESR aujourd'hui, et des propositions concrètes ont été présentées afin de mener une politique ambitieuse sur la durée. Ces propositions impliquent une augmentation sensible du budget de l'enseignement supérieur et la recherche, estimée à 20 milliards d'euros sur 10 ans, dédiée pour une moitié à une politique ambitieuse d'emploi scientifique pérenne public, et pour une moitié à une augmentation sensible du financement récurrent des laboratoires et Universités. Ces mesures peuvent être financées via le redéploiement partiel du crédit d'impôt recherche vers le budget de l'ESR. Nous avons souligné en particulier que cet outil d'incitation à l'investissement industriel dans la recherche n'a pas actuellement d'effet mesurable sur l'activité industrielle, et ne crée pas l'effet de levier escompté sur l'investissement privé en recherche. De plus, la montée en puissance de cet outil d'aide indirecte est symbolique du renoncement de l'État à mettre en place une politique stratégique pour l'innovation, puisqu'il ne permet pas de privilégier certaines filières d'avenir, ou certains types d'entreprises (PME et ETI en particulier) du fait du principe d'égalité de tous devant l'impôt.

Les priorités de GF portent sur la réorganisation du cursus universitaire et de l'université

G. Fioraso a mis l'accent sur une stratégie de la réussite en licence, mesure qui a été impopulaire, elle en est bien consciente. Elle a cherché à mettre fin à l'aggravation des inégalités sociales en instaurant une aide aux étudiants sur des critères sociaux, coût : 458 millions d'euros. Elle envisage une réorientation progressive des étudiants en licence (sans redoublement) avec le développement d'une formation en alternance. Elle a œuvré pour une réduction drastique du nombre de licences classiques et une augmentation du nombre de licences professionnelles négociées avec les branches professionnelles ; elle a aussi cherché à rééquilibrer l'encadrement dans les Masters en supprimant ceux suivis par un nombre trop faible d'étudiants. Le taux d'encadrement dans les universités françaises ne lui paraît pas être un critère important. Les 1000 postes supplémentaires qui ont été créés pour l'université ont été fléchés sur le 1^{er} cycle. Il lui paraît nécessaire de définir des filières stratégiques. Par ailleurs, elle a œuvré au regroupement des universités pour une meilleure visibilité à l'international, développant une stratégie de site.

Commentaire : Les 1000 postes créés ne se sont pas tous concrétisés, beaucoup ont permis de réactiver des postes gelés. La suppression de certains Masters met en péril des disciplines.

Selon GF il faut faire évoluer la situation pour les titulaires du doctorat et embaucher ingénieurs et techniciens.

GF précise que sa priorité, cette année, est l'accueil des doctorants dans les entreprises (en particulier dans les startups). Elle veut prioriser l'embauche des docteurs sur les filières stratégiques. Cependant, il lui paraît nécessaire de réfléchir en amont aux formations des

docteurs et voir comment ils se projettent dans l'avenir. Elle convient que les organismes doivent mettre davantage de moyens sur les jeunes chercheurs et il faut envoyer plus de docteurs dans le privé. Objectivement, elle ne trouve pas la situation détériorée, et annonce qu'il y aura au concours CNRS 2015 autant de postes de chercheurs et plus de postes d'ingénieurs et techniciens qu'en 2014. Elle constate néanmoins qu'il y a un taux de chômage important pour les docteurs (10% en moyenne), en particulier dans certaines disciplines (plus de 10% en biologie et en sciences humaines et sociales).

GF admet qu'il y a une pénurie en personnel technique. Elle a lancé un plan pour l'emploi de BIATSS sur l'université et envisage une politique de ressources humaines ayant pour objectif le remplacement des ITA dans les organismes de recherche. Cependant, elle ne peut engager un plan pluriannuel d'embauche avant que la lettre d'engagement des crédits ne lui parvienne (8 octobre) ; elle envisage ensuite d'établir un plan sur 3 ans.

Commentaire : L'entretien n'a pas permis d'en savoir davantage sur les négociations qui devraient avoir lieu pour valoriser le doctorat dans les conventions collectives (négociations prévues par la loi ESR de juillet 2013), ni d'éventuelles avancées concernant l'emploi de docteurs dans la haute fonction publique et la fonction publique territoriale.

GF estime que les Directeurs d'Unités sont responsables de l'accroissement de la précarité dans les organismes de recherche.

GF a donné toute une série de données chiffrées pour les personnels dans les EPST et les Universités et assure qu'il y a eu une hausse du nombre de chercheurs et enseignants-chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens ces dernières années.

Elle précise que le recrutement de CDD sur les projets ANR est limité à 30%. Selon GF, certains laboratoires ont augmenté de façon déraisonnable le nombre de projets financés avec pour conséquence une augmentation trop forte de CDD. Cette situation aurait dû être anticipée par les Directeurs d'Unité, qui doivent avoir aussi une fonction de DRH. Elle convient néanmoins que les financements sur projets doivent être complémentaires, et s'engage à rétablir des programmes ANR blancs.

Commentaire : Les données chiffrées pour les personnels dans les EPST fournies par GF incluent tous les personnels en CDD ; cela lui permet de conclure qu'il n'y a pas de baisse de personnels. 50% de la masse financière des Investissements d'Avenir part en contrats CDD. Lorsque l'on s'intéresse aux seuls statutaires, les personnels sont en baisse partout. A titre d'exemple, le nombre de postes publiés de professeurs et maîtres de conférences à l'université a diminué de 766 entre 2010 et 2014, dans le même temps, le CNRS perdait 100 postes de chercheurs et 188 postes d'IT.

GF affirme sa solidarité avec le gouvernement concernant le Crédit Impôt Recherche.

GF est solidaire du gouvernement sur le CIR. Il ne s'agit pas d'argent perçu. Pour elle, à supposer que l'on puisse dégager 600 Mio€ en réduisant le CIR, ce montant reviendra immédiatement au remboursement de la dette de la France ; il s'agit d'un choix d'État. Néanmoins, elle estime qu'il y a des améliorations à y apporter et cite l'exemple des délocalisations qui reçoivent une aide indirecte ; si certains grands groupes ont débauché dans certains endroits, ils ont embauché ailleurs. Elle admet que le levier de 1,1% n'est pas très important ; si en 2007 cela concernait 240 entreprises, aujourd'hui 1300 entreprises sont concernées. Selon GF, y a eu 750 000 emplois industriels perdus en France, le CIR aide donc l'industrie à réembaucher. Elle convient que l'évaluation de l'emploi du CIR n'est pas facile. Tout en se déclarant solidaire du gouvernement, et en minimisant l'effet d'aubaine du CIR pour certaines entreprises (estimé à au moins 1 Mrd€ annuel par une enquête parlementaire en

juin 2013), GF a admis que la nature indiscriminée de cette aide était une limitation à son efficacité.

Selon GF, L'investissement de la France dans l'ESR est correct.

L'objectif de Lisbonne était un investissement de 3% du PIB, l'Allemagne a presque atteint ce pourcentage, la France n'est qu'à 2,3%, la Corée du Sud est au-delà des 4%. Si l'on ne peut pas comparer la France à la Corée du Sud (le système social et culturel en est très éloigné), on peut la comparer à nos voisins allemands. On trouve en Allemagne davantage de recherche privée. GF pense qu'il est nécessaire de changer les choses de manière incrémentale. Elle signale que, par rapport à son investissement dans les crédits Européens, la France est déficitaire : il n'y a pas assez de chercheurs qui soumettent et obtiennent des programmes européens.

Commentaire: Le budget de la recherche publique en France comprend le militaire et le nucléaire, qui en représentent une très large part. Par ailleurs, les arguments de lourdeur administrative imposée par les administrations françaises mis en avant par la délégation de SeM ne semblent pas avoir été pris en compte. Or cette lourdeur administrative freine les candidatures aux projets européens. Cela s'applique aussi à l'ERC, au grand dam de Jean-Pierre Bourguignon, son président.

Au terme d'une discussion cordiale et animée qui a duré plus de deux heures, G. Fioraso a déclaré faire de son mieux avec le budget qui lui était octroyé, estimant la situation plutôt satisfaisante. Elle a minimisé la situation de crise actuelle en sous-estimant le malaise qui croît dans les universités et les organismes de recherche : « Les chercheurs sont tellement passionnés qu'ils trouveront toujours de l'argent ! » a-t-elle déclaré en fin de rencontre...

Il est apparu clairement que les décisions stratégiques concernant le Crédit Impôt Recherche et les Investissements d'Avenir lui échappent. Ils résultent de la stratégie politique décidée par le chef de l'État, vers qui nous nous tournons.